Le régime rwandais règle ses comptes

À six semaines de l'élection présidentielle, la répression contre les opposants au président Kagame s'intensifie.

TANGUY BERTHEMET

GRANDS LACS Le pouvoir rwandais se raidit. À six semaines de l'élection présidentielle, où le président, Paul Kagame, briguera un nouveau mandat, les arrestations, les fuites à l'étranger et les assassinats, réussis ou non, s'accumulent. Le dernier date de jeudi soir. Le journaliste Jean-Léonard Rugambage, directeur adjoint d'*Umuvugizi*, un bimensuel critique envers le pouvoir, a été abattu devant la porte de sa maison de Kigali. Un meurtre aux motivations suspectes, dans une capitale réputée pour son calme et sa sécurité.

Le gouvernement a nié toute implication. Dans une tribune en ligne, le directeur d'*Umuvugizi*, qui vit en exil en Ouganda depuis l'interdiction de parution de son journal, a accusé « *le gouvernement de Kagame d'avoir fusillé* » Rugambage. Avec un argument massue. Peu avant sa mort, M. Rugambage avait affirmé que le pouvoir rwandais était à l'origine d'un autre crime : la tentative d'assassinat contre le général Faustin Kayumba Nyamwasa.

Cet officier dissident a été touché d'un tir au ventre non loin de sa villa à Johannesburg. Sa femme, Rosette, y a elle aussi vu la main de Paul Kagame. Les autorités sud-africaines ont interpellé six suspects « *étrangers* », sans en dire plus. La célérité et le silence de Pretoria s'expliquent par la personnalité de la victime. Le général Kayumba est potentiellement le principal rival de Paul Kagame.

Le général Kayumba Nyamwasa, victime d'une tentative d'assassinat le 19 juin en Afrique du Sud. AFP

Les deux hommes se sont connus en Ouganda et ils ont lutté ensemble au sien du Front patriotique rwandais (FPR). En 1994, cette guérilla renversait le gouvernement responsable du génocide de 800 000 Tutsis et opposants hutus. Kayumba se muait alors en un baron du nouveau régime, copilotant notamment en 1996 l'offensive dans l'est du Congo et le massacre de dizaines de milliers de réfugiés hutus. Il fut ensuite chef d'état-major, puis responsable des puissants services de renseignements. Mais son étoile a pâli. Il est exilé, nommé ambassadeur en Inde avant de faire défection en mars dernier et de se réfugier en Afrique du Sud. Sur place, il retrouve un autre renégat, le colonel Patrick Karegeya, longtemps chef des renseignements extérieurs.

Purges

À eux deux, ils n'ignorent rien des grands et petits secrets du pouvoir rwandais. En mai, signant une tribune dans un quotidien ougandais, Kayumba a montré sa capacité de nuisance en distillant les accusations de corruption contre Kagame et son entourage. Au point de faire peur ? Peut-être. Seule certitude, la situation au cœur du très opaque gouvernement de Kigali est très tendue. Ces derniers mois, les purges ont avalé trois généraux hauts placés. L'opposante hutue Victoire Ingabire a été inculpée puis interdite de se présenter à la présidentielle. Son avocat, l'Américain Peter Erlinder, accusé de négationnisme, a été arrêté et incarcéré pendant trois semaines. Washington n'a pas apprécié et l'a fait savoir. Car, malgré son réel talent politique et les progrès économiques enregistrés par le Rwanda au cours de son règne, Paul Kagame commence à irriter jusqu'à ses plus grands soutiens. ■

Burundi : présidentielle sous tension

LE BURUNDI s'apprête à connaître aujourd'hui un scrutin présidentiel particulièrement tendu. Hier, dix cadres d'un parti d'opposition ont été arrêtés à Bujumbura. Ils sont accusés à demi-mot par le gouvernement d'être à l'origine « *d'actes de sabotage* » visant à perturber le déroulement du vote. Depuis une dizaine de jours, une vague d'attaques à la grenade et diverses violences ont fait au moins huit morts et plus de 60 blessés. L'opposition a décidé de boycotter le scrutin en signe de protestation contre les résultats des élections communales du 24 mai largement remportées par le parti au pouvoir. Le président sortant Pierre Nkurunziza est donc l'unique candidat à sa succession. Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, s'est dit « *préoccupé* ». Les diplomates redoutent que ces rivalités ne rallument les conflits. Le Burundi sort à peine de treize ans de guerre civile entre milices hutus et tutsis qui ont fait au moins 300 000 morts.

T. B.

LE FIGARO / Lund: 28.06.10